

# **LUNDI 11 AOUT 2014**

- = **La fin du pétrole** p.1
- = **Le Kurdistan irakien, nouveau rival pétrolier de l'Iran?** p.12
- = **Scandale L'or allemand a disparu ! Les experts avertissent** p.14
- = **La destruction avancée de la plupart des actifs, à l'exception des obligations d'Etat US -et accessoirement allemandes-...** p.14
- = **Halte au feu !** p.16
- = **Commentaire du 8/08/2014** p.21
- = **Débandade dans le cochon...** p.23
- = **Le meilleur et le pire moment pour investir et acheter des actifs financiers!** p.25
- = **ALLEMANDS, FRANÇAIS ET ITALIENS FILENT UN MAUVAIS COTON** p.28
- = **Les mégabanes : SE FAUFILER DANS LE MOINS-DISANT RÉGLEMENTAIRE** p.30
- = **Le bon choix, par Woody Allen** p.32
- = **Espirito Santo : CAS PARTICULIER D'UN CAS GÉNÉRAL** p.32
- = **Le cycle long de l'économie** p.34
- = **Banque Centrale Européenne : le coup d'Etat permanent ?** p.35
- = **Tous japonais !** p.36
- = **La réalité de la situation économique de la France fait peur** p.37
- = **Cahier automobile: Moins d'usines, mais elles tournent à plein régime (Québec)** p.39

<> <> <> <> <> <> <> 0 <> <> <> <> <> <> <>

## **La fin du pétrole**

ÉKOPÉDIA , [http://fr.ekopedia.org/La\\_fin\\_du\\_p%C3%A9trole](http://fr.ekopedia.org/La_fin_du_p%C3%A9trole)



Si des astronomes annonçaient qu'un astéroïde géant se dirigeait vers la Terre et devait s'écraser avant, disons, 2015, cela ferait la une des journaux. On en parlerait tous les jours, l'assemblée générale de l'ONU serait convoquée et

toute la société ferait des plans pour survivre. Si, par contre, on tente d'expliquer que le pétrole va bientôt manquer, personne ne réagit.... Vous trouvez ça logique ?

Tout le monde dit qu'il y a encore assez de réserves pétrolières, pour les 40 ou 50 ans à venir. Qu'en est-il en réalité?

= = =

La réponse à cette question dépend en fait de la personne à laquelle on la pose...

Pour de nombreux économistes, il n'y a pas vraiment de problème fondamental. Bien sûr, des prix élevés sont mauvais pour l'économie, mais ils permettront d'exploiter des gisements qui ne sont pas rentables pour l'instant et ils stimuleront la recherche dans des sources d'énergie alternative.

Certains pensent même que les ressources sont virtuellement illimitées, et que la recherche et la loi du marché sont capables de faire croître les réserves plus rapidement que les dépenses. Ces économistes sont si nombreux qu'on leur a même donné un nom : on les appelle les "économistes de la Terre plate". Pour ces personnes, la loi du marché est une vraie loi, au même niveau que les lois de la physique, et elle est capable de résoudre à elle seule tous les problèmes que peut rencontrer la société. Ils pensent que l'énergie a la même valeur que les matières premières. Alors qu'elle est, en fait, la condition nécessaire à l'obtention d'autres ressources; y compris l'énergie elle-même...

Les "économistes de la Terre plate" pensent que l'économie "crée des richesses", alors qu'elle ne fait que transformer les matières premières et que, sans énergie, il n'y a tout simplement plus d'économie.

Quand ces économistes discourent à la télé, et qu'entre deux sujets (le chômage, le prix des matières premières, etc), ils évoquent les difficultés que font peser sur l'économie les prix du pétrole, ils ont tout faux. Le pétrole n'est pas un problème. Le pétrole est LE problème.

Et puis... Il y a les autres. Il y a les géologues, bien sûr, mais également les techniciens qui exploitent les champs pétrolifères, les mains dans le cambouis. Ils ont une vision très différente de la vision rose bonbon que je viens de vous présenter.

## Le Pic de Hubbert

Tout d'abord, soulignons que la prévision classique "il reste assez de pétrole pour tant d'années" est faite en supposant que la consommation reste constante. Malheureusement, c'est très loin d'être le cas. Ces dernières années, de nouveaux très gros consommateurs (la Chine et l'Inde pour l'essentiel, soit 35% des êtres humains) sont apparus sur le marché et consomment autant qu'ils le peuvent. Ceci étant dit, poursuivons.

Comme toutes les ressources finies, la production de pétrole a commencé et finira à zéro. Entre ces deux extrêmes, la production passe nécessairement par un maximum. On appelle ce maximum le Pic de Hubbert[1], du nom du géologue qui l'a calculé le premier (son livre fut critiqué, personne ne le prit au sérieux). Il se produit approximativement quand la moitié du pétrole disponible a été extraite, et tout laisse à penser que ce pic est imminent.

En 1956 [2], le géologue King Hubbert a prédit que la production de pétrole aux USA atteindrait son maximum aux alentours de 1970 avant de commencer à décroître. Évidemment, tout le monde l'a ridiculisé. Et pourtant, il avait raison et, depuis 1971, la production de brut aux USA ne cesse de baisser. Bien sûr, ce phénomène n'est pas propre à ce pays mais commun à toutes les régions productrices. Seule la date diffère. À l'heure actuelle, la plupart des pays ont atteint ou dépassé leur pic de production. Les seuls pays ne l'ayant pas encore atteint sont au Moyen-Orient.

Maintenant il est évident que, si l'on considère la production mondiale dans son ensemble, le même phénomène doit se produire.

Selon le site de L'aspo [3], la date la plus probable est 2011, mais selon le Professeur Kenneth Deffeyes de l'université de Princeton, ce pic a été atteint le 16 décembre 2005 ! [4]. Une synthèse des estimations peut être consultée [5].

À ce point de notre raisonnement, quelques remarques s'imposent :

- Le gouvernement américain actuel rassemble beaucoup de membres de l'industrie pétrolière. Il est très probable que leur invasion de l'Irak ait été planifiée en prévision du "peak oil".
- Pour extraire du pétrole, du charbon ou des sables bitumineux, on a besoin d'énergie (pompes, etc), et donc de pétrole. En d'autres termes, il arrive un moment où l'extraction n'est plus rentable, et ceci quel que soit

le prix du marché. S'il faut brûler un baril pour en récupérer un, on ne fera pas, même à 10 000 \$ le baril. C'est un concept que les économistes de la Terre plate ont beaucoup de mal à comprendre... De nombreuses réserves d'hydrocarbures fossiles sont donc "hors de portée" et ne seront jamais utilisées sauf, peut-être, comme source de matières premières non énergétiques.

## **Les conséquences**

Quelles seront les conséquences ? Immenses. Une fois le pic atteint, la production ne peut que chuter, ce qui ne signifie pas automatiquement une augmentation des prix.[\[5\]](#) Actuellement, on a une crise pétrolière si la production est inférieure même d'un demi pour cent à la demande, mais cette crise sera bien plus sévère ! Bien sûr, il restera encore du pétrole pour quelques années.

## **Théorie des wagons**

(à noter que la date du pic pétrolier dépend également de la consommation , en cas de baisse de la consommation la date du pic recule et le prix diminue, ce qui tend à confirmer que la crise de 2008 fut le premier choc pétrolier géologique , si c'est le cas alors la hausse rapide du prix en 2011 semble indiquer l'imminence du second choc pétrolier géologique. sur oléocène émergea en 2009 une théorie selon laquelle le pic pétrolier serait comparable à un "plateau ondulé" le mécanisme serait qu'à chaque choc pétrolier succéderait une forte baisse du prix du pétrole à cause d'une baisse de consommation causée par l'éclatement d'une bulle boursière (2008=crédits subprimes) suivi par une période de récession qui aboutirait à l'éjection d'une partie de la population (2008-2011=1 million de chômeurs supplémentaires en France) décrit comme un train ce phénomène est alors comparé à un wagon qui serait sacrifié pour que le train garde sa vitesse initiale cette théorie indique indirectement que le pic initial est situé en 2008 à noter que Jean Marc Jancovici a dit sur l'une de ses vidéos que 2008 fut un choc pétrolier géologique

**Concrètement, l'explosion des prix du brut signifie, entre autre joyeusetés :**

### **La fin de la globalisation**

Plus personne n'ira faire fabriquer des T-shirts à 10 centimes la douzaine à l'autre bout du monde si le prix du pétrole atteint des sommets. Évidemment, ce n'est pas forcément une mauvaise chose, car ces emplois pourraient retourner chez nous. Toutefois, cela signifie également un bouleversement immense de l'économie qui aura le plus grand mal à s'adapter. Cela signifie aussi que nombre de produits redeviendront, comme autrefois, des produits de luxe (par exemple, les bananes et le cacao pour les européens).

*Remarque : il faudrait toutefois que le pétrole devienne de l'ordre de 100 fois plus cher qu'aujourd'hui pour qu'une relocalisation profonde s'effectue. Le transport maritime - qui peut aussi utiliser du charbon - coûte quelques centimes d'euros par T-shirt aujourd'hui. C'est l'invention du bateau à cale réfrigérée qui a permis aux bananes et aux ananas de devenir des fruits communs sur la table européenne.*

*Deuxième remarque : la fin du pétrole n'est pas la fin de l'énergie fossile car un retour à l'usage du charbon n'est pas à exclure et avant le pétrole les bateaux naviguaient au charbon. Et avant le charbon, il y avait les voiliers...*

### **La fin de l'industrie aéronautique**

Cette industrie est extrêmement sensible au prix du pétrole. Dans un premier temps elle pourra survivre en augmentant ses tarifs mais, passé un certain niveau, l'inévitable envolée du brut signera sa perte. Au tout début de l'aviation, le passage d'un avion poussait les foules, éberluées, à interrompre leurs occupations et à pousser des cris de joie tandis que les gens montraient du doigt l'appareil à leurs voisins. Il se pourrait bien que, dans un futur proche, un phénomène similaire se produise à nouveau.

« Regarde ! Ça alors, un avion ! Ça doit bien faire dix ans que je n'en ai pas vu un ! »

*Remarque : on peut fabriquer le kérosène à partir du charbon - ce fut historiquement d'ailleurs le premier procédé utilisé, avant le pétrorefinage. Le prix de revient le rendra certes plus élevé, amenant la disparition de*

*certaines aberrations :*

- *lignes aériennes de moins de 500 km,*
- *lignes sans escale de 10 000 km ou plus, sur lesquelles l'avion transporte au départ plus de carburant que de charge utile*

Il faut tout de même signaler qu'il existe plusieurs prototypes de turbines (réacteurs) d'avions qui fonctionnent à l'hydrogène. La grosse différence étant que l'hydrogène n'existe pas à l'état pur dans la nature, et qu'en l'état actuel de la technologie, il coûte une fortune à produire.

### **La fin de l'automobile de masse**

Aujourd'hui, il est impossible de faire circuler le milliard de voitures en circulation sur la planète sans pétrole. De nombreuses alternatives sont parfois présentées, agrocarburants, hydrogène, électricité, etc., mais aucune solution, même diversifiée, ne permet de faire perdurer la société de l'automobile telle que nous la connaissons actuellement, d'autant plus que des pays comme la Chine ou l'Inde commencent juste à accéder à la civilisation de l'automobile et que le deuxième milliard d'automobiles en circulation sera bientôt atteint. La fin de la société de l'automobile semble donc être une des conséquences directes de la fin du pétrole.

La voiture électrique dont la publicité nous vante les "bienfaits" depuis 2010 ne fait que déplacer le problème : d'où vient l'électricité ?

S'il fallait produire l'électricité nécessaire pour faire rouler toutes les voitures, tous les camions, vélomoteurs et motos du monde, il faudrait pratiquement doubler la production mondiale d'électricité, ce qui est insurmontable : l'électricité nucléaire aussi arrive à sa fin car le carburant s'épuise tout comme le pétrole. L'électricité thermique finira avec le charbon, le pétrole ou le gaz, et l'électricité des éoliennes n'a aucun avenir. Quant aux barrages hydroélectriques, la planète en est saturée...

### **La fin du tourisme international**

Si vous voulez un jour faire le tour du monde en "touriste", il vaut peut-être mieux partir maintenant. Par ailleurs, faut-il vraiment que je vous rappelle que l'industrie touristique est une des premières industries mondiales et une source importante de devises ? Mais, rien n'empêchera les voyageurs

impénitents, les vrais "routards" de se déplacer, quitte à réinventer un mode de vie plus nomade... Car les voyages redevenus longs, difficiles et coûteux, ceux qui sauront troquer, échanger, proposer leur savoir-faire sur place pourront toujours se déplacer.

### **La fin de l'étalement urbain**

D'immenses bouleversements dans notre mode de vie sont à prévoir. Certains aspects de notre mode de vie devront être révisés entièrement. Un exemple parmi d'autres est celui des grandes mégalo-poles qui ont été bâties après la découverte du pétrole. Elles ont été conçues en intégrant l'automobile depuis le début et deviendront en grande partie inhabitables. En particulier, tous les lotissements pavillonnaires situés à la périphérie des villes, non desservis par les transports en commun, seront les premières victimes de la fin du pétrole. Un crash immobilier est à prévoir et une redensification des villes semble inévitable.

C'est assurément la fin du rêve d'un pavillon avec jardin et piscine pour tous.

Note optimiste : le pétrole devenu hors de prix, nous saurons concevoir des villes nouvelles avec un habitat collectif de qualité, convivial (avec de nombreux locaux collectifs) pourquoi pas des tours insonorisées, isolées aux normes HQE, avec, au pied, des jardins familiaux et de vastes espaces verts ?

### **La fin de la croissance**

La croissance, ce n'est pas uniquement plus de biens produits, c'est également plus de matières premières et plus d'énergie consommées. Une diminution de la production globale de pétrole n'a qu'une seule issue : la décroissance, que cela nous plaise ou pas.

### **Une crise alimentaire**

La fameuse "révolution verte" a été rendue possible par le pétrole. Bien que des agronomes occidentaux et indiens soulignent que la révolution verte en Inde fut un échec total. Le pétrole sert à fabriquer les engrais et les insecticides indispensables à l'agriculture dite moderne et polluante. Sans lui, les rendements s'effondrent pour le grand dam des bénéficiaires des grandes sociétés agro-alimentaires. L'agriculture moderne a un rendement énergétique quasi négatif (Hypothèse si l'on veut garder le même type d'agriculture : une

grande part des terres agricoles devra être utilisée pour produire de l'[agrocaburant](#) pour... les tracteurs agricoles. ) Conclusion selon [Eating Fossil Fuels](#) : la population actuelle (Entre 6 et 7 milliards) ne pourra plus être nourrie en entier. Il est fort possible que plusieurs milliards d'humains meurent de faim dans un futur proche... Les calculs sont à faire en tenant compte de la part de terres dévolues au bétail.

Si vous voulez un aperçu de ce qui risque de nous arriver, vous n'avez qu'à regarder la situation en Corée du nord pour voir ce qui se passe quand il n'y a plus d'engrais ni d'essence pour les machines agricoles. Heureusement, tout n'est pas encore perdu puisque un peu d'aide humanitaire parvient encore à ce pays. Grâce au pétrole. Cependant le cas de l'île de Cuba ayant lui aussi perdu les aides pétrolière de l'URSS sans subir de famine permet de voir qu'un pays fertile peut s'adapter à long terme à une agriculture ne dépendant pas des produits pétroliers. Bien sûr cela passe par un changement alimentaire réduisant drastiquement la proportion de viande dans l'alimentation quotidienne. ...!

Cependant, l'agriculture agro-foresterie défendue par le couple Bourguignon [\[6\]](#) ou Pierre Rabhi, permet d'obtenir des rendements similaires. Par ailleurs, Il est reconnu que l'agriculture biologique peut nourrir le monde. [\[7\]](#)

### **Un crash boursier global**

La bourse dépend entièrement de la croissance et les investisseurs viennent pour gagner de l'argent, pas pour en perdre. Peu de temps après le crash, la bourse fermera, "provisoirement" bien sûr, juste le temps que le marché se rétablisse. Il ne se rétablira pas.

*Remarque : ce point est contestable. Une bourse est un simple lieu d'échanges où ceux qui ont des choses à vendre rencontrent ceux qui cherchent à en acheter. Le commerce international ne disparaîtra pas brutalement parce que le pétrole sera devenu très cher ; quant aux marchés des actions par exemple, ils sont effectivement susceptibles de dévisser mais les entreprises cotées ne vont pas s'évanouir brutalement. Elles vaudront peut-être beaucoup moins, mais elles seront toujours cotées et il y aura toujours des échanges. On peut aussi jouer des valeurs à la baisse (put). Enfin, la bourse existait avant la découverte du pétrole.*

Si l'économie n'est plus en croissance personne n'achète des actions qui

vaudront moins chères demain. Dans une économie en crise qui décroît, la bourse n'intéresse plus personne et sans acheteur potentiel la bourse disparaît ou au mieux elle est en sommeil.

### **Un crash du dollar**

C'est un point presque anecdotique par rapport à la situation qui affectera toute la planète (même si cet événement pourrait bien être le premier à se manifester, voire le déclencheur) mais il mérite d'être souligné. Pour résumer, les USA ont réussi depuis la dernière guerre mondiale à imposer le Dollar comme monnaie d'échange pour le pétrole. En conséquence, tous les pays souhaitant en importer doivent emprunter des dollars, soutenant ainsi de façon artificielle cette devise. Dans la pratique, cela signifie que les USA peuvent ainsi se permettre un déficit commercial considérable sans conséquence immédiate. En contrepartie, si ce système s'arrête, ils seront les tous premiers à en souffrir. Néanmoins ce crash ne viendra pas aussitôt le pic de Hubbert dépassé, car dans un premier temps la hausse du prix de pétrole compensera, en dollars, la baisse du volume de pétrole extrait, pour une valeur globale en hausse.

**Et évidemment, un chômage explosif, des émeutes, etc, etc.**

### **En conclusion**

- **Sachant que :**
  - Que les derniers champs géants de pétrole ont été découverts dans les années 1960
  - Que les champs géants d'Arabie Saoudite sont vieux de 60 ans, et devraient bientôt commencer à décliner
  - Que les réserves des pays membres de l'OPEP ont été artificiellement gonflées dans les années 1980 suite à la "guerre des quotas" qui favorisait les pays possédant les plus grandes réserves, et que les réserves véritables sont donc inférieures à celles officiellement annoncées
  - Qu'il faut trouver le pétrole avant de le consommer et que, depuis 1980, la consommation dépasse les réserves découvertes (nous dépensons actuellement quatre barils de pétrole pour chaque baril

découvert)

- Que la fusion [nucléaire](#) ne sera pas maîtrisée avant une cinquantaine d'années au moins, que la fameuse « fusion froide » reste très hypothétique et que les centrales [nucléaires](#) existantes manqueront elles aussi de combustibles.
  - Que le gaz naturel commence déjà à manquer en Amérique du nord
  - Que la plupart des énergies alternatives sont, en partie, rendues viables grâce à l'existence d'un pétrole bon marché (par exemple, il faut beaucoup d'énergie pour extraire le charbon et acheminer le minerai)
  - Que le prix actuel du baril de brut a dépassé les [\[6\]](#)
- **Je pense que :**
- qu'il est temps de s'inquiéter sérieusement. Après tout, la crise de 1929 (Qui était pourtant une crise de surproduction) et les deux derniers chocs pétroliers n'étaient pas des événements particulièrement joyeux. Il y a naturellement quelques optimistes qui prétendent que la situation est totalement différente, et que nous n'avons rien à craindre avant une quinzaine d'années supplémentaires (ce qui nous amène aux alentours de 2023). Je ne sais pas ce que vous en pensez mais, si la seule différence entre les pessimistes (ou plutôt les réalistes) et les optimistes est une misérable quinzaine d'années, c'est plutôt inquiétant.
  - Pour ceux qui seraient encore sceptiques, rappelez-vous les grèves des routiers (et des pêcheurs, mais on en a moins parlé et ils étaient plus faciles à ignorer). Le pays a été paralysé parce que le prix (hors taxes !) du pétrole était trop élevé. On parle ici de centimes. Imaginez ce qu'un prix à la pompe doublé, triplé, voire plus, engendrerait ! Il suffit de moins d'une semaine pour que les produits frais commencent à manquer en magasin. Notez également que pendant la dernière grève des routiers en Grande Bretagne, les opérations chirurgicales non urgentes ont été annulées...
  - Au risque de vous surprendre, le pic de Hubbert a déjà eu des conséquences. Le pic global ne s'est, à priori, pas encore

manifesté, mais les pics locaux qu'ont connus les pays producteurs ont eu au moins deux conséquences très intéressantes :

1. Les USA ont connu leur pic de production en 1970. A peine trois ans plus tard, en 1973, les pays de l'OPEP se sentaient suffisamment en position de force pour relever leurs tarifs, conduisant ainsi au premier choc pétrolier. Bien sûr, cette crise était politique. Néanmoins, elle ne se serait jamais produite si la géologie n'avait pas déjà limité la production des USA. De ce point de vue, cette crise était une répétition de ce qui nous attend. (La production hors du Moyen-Orient s'épuise plus vite, de sorte que, dans le futur, la production se concentrera de plus en plus dans cette région, qui dispose des réserves les plus importantes de la planète)
2. L'ancienne URSS a connu son pic de production en 1987. Quatre ans plus tard, elle s'effondrait complètement. Bien sûr, on peut toujours dire que le communisme était inadapté et a fini par capituler devant le capitalisme triomphant. C'est peut être le cas, mais ce système a quand même tenu soixante-dix ans avant de s'en apercevoir. La production de pétrole en Russie progresse de 12% par an et ses réserves possibles (à découvrir) représentent plus du double de ses réserves prouvées (Voir lien externe de la documentation française).
  - Une dernière remarque pour finir. Les [agrocarburants](#) (à tort appelés [biocarburants](#)) ne sont pas non plus la panacée. Ces plantes ont aussi besoin d'[engrais](#) et de [pesticides](#), et il faut donc du pétrole pour avoir un rendement suffisant. En outre, si l'on voulait faire rouler toutes les voitures au carburant vert, il faudrait une surface cultivable(\*) supérieure à celle dévolue actuellement aux cultures agricoles(\*\*) !

(\*) Une possibilité alternative serait de cultiver ces plantes directement dans l'océan. Il y avait un article sur le sujet sur Slashdot[7].

(\*\*) Et ce problème n'est pas nouveau. À l'âge d'or du cheval, en Angleterre, vers 1900, une part considérable de la production agricole était destinée aux chevaux. Que l'on voyage en voiture ou en cheval, la problématique énergétique est la même : Si on veut de l'énergie pour se déplacer, il en reste moins pour se nourrir. Le pétrole a permis pendant des décennies de faire les

deux, mais il faudra bientôt choisir.

## **Le Kurdistan irakien, nouveau rival pétrolier de l'Iran?**

From [french.irib.ir](http://french.irib.ir) - August 8, 7:59 AM



**Estimées à environ 45 billions de barils, lors de la conférence de l'énergie en 2012, les réserves pétrolières de la région du Kurdistan irakien ont attiré l'intérêt et l'attention des grandes compagnies pétrolières.**

Selon un rapport du Centre international de recherches de paix (IPSC), les réserves en pétrole de la région du Kurdistan irakien sont l'équivalent de celles de la Libye et ses réserves gazières sont l'équivalent de celles du Kazakhstan.

Les sources pétrolières de cette région sont tellement riches que les experts ont assimilé le pétrole de cette région à un grand océan, à telle enseigne que le champ pétrolier de Cheikhan est comme l'un des plus grands champs pétroliers découverts dans le monde, au cours de ces 20 dernières années.

Les réserves pétrolières du champ Cheikan sont estimées à 14 milliards de barils. Actuellement, 17 sociétés pétrolières sont en train d'extrader le pétrole dans la région du Kurdistan, des sociétés telles qu'Exxon Mobil, Chevron, Total, Gazprom.

Deux grandes sociétés turques aussi sont actives dans ce domaine dans la région du Kurdistan irakien. Les plus grands acheteurs du pétrole de cette région sont les Etats-Unis ( 19%), l'Inde ( 13%) et la Chine ( 19%).

Un tel grand investissement étranger dans la région du Kurdistan irakien fait que cette région atteigne d'ici 2019, la barre de 2 millions de barils par jour et aura alors un revenu de 76 milliards de dollars avec un prix estimé à 100 dollar par baril, c'est-à-dire un budget six fois de plus par rapport au budget actuel de Bagdad. Ceci étant dit, la région du Kurdistan irakien est heurtée à un grand problème, celui d'être une enclave n'ayant pas accès à la mer.

L'Irak a un accès direct au Golfe persique, mais cela n'est pas profitable pour la région du Kurdistan, car il existe de grandes divergences pétrolières entre Bagdad et Erbil, des divergences sur le contrôle des champs pétroliers et les frontières de la région du Kurdistan. Selon les sources officielles, la région du Kurdistan irakien a signé un contrat de plusieurs milliards de dollars avec la Turquie pour la construction des oléoducs et gazoducs, afin d'exporter son pétrole, en Turquie et également, en Europe.

Les responsables turcs ont annoncé que le gouvernement turc envisageait d'acheter , à un prix très bas et beaucoup moins inférieur à celui de l'Iran et de la République d'Azerbaïdjan , 10 millions de mètres cubes de gaz de la région du Kurdistan irakien.

D'autre part, ces négociations pétrolières exhorteront Ankara à assurer le plus, ses besoins en gaz, depuis la région du Kurdistan irakien, à tel point que la société turque Boutas a le principal rôle dans la construction de deuxième gazoduc.

Donc l'Iran et son secteur énergétique ne doivent pas ignorer ces évolutions dans la région du Kurdistan irakien, car le développement à une grande échelle de la région du Kurdistan irakien sur le plan pétrolier risquerait d'affecter le marché de l'énergie iranienne en Turquie.

## **Scandale L'or allemand a disparu ! Les experts avertissent**

**Wikistrike 11 août**



<https://www.youtube.com/watch?v=dR6-zm6HDrA>

De Gaulle l'avait prévu et avait fait le nécessaire : il est parti chercher l'or de la France aux Etats-Unis avec ses bateaux. L'Allemagne, pour avoir fait confiance aux américains ou par impuissance, se voit voler tout l'or qu'elle leur avait confié, soit 1500 tonnes. Ce vol (ou abus de confiance, c'est comme on veut) ne semble nullement gêner les autorités allemandes. Un vol effectué par les Etats-Unis, c'est tout à fait normal. Ce qui appartient aux européens, n'appartient-il pas aux Etats-Unis ? Où est le problème ?

## **La destruction avancée de la plupart des actifs, à l'exception des obligations d'Etat US -et accessoirement allemandes-...**

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 8 août

La déflation occidentale (Union européenne + USA) et japonaise, caractérisée par le double effondrement des multiplicateurs de crédit comme des vitesses de circulation des monnaies et par le chômage de masse entraînant la chute de la consommation via la baisse des revenus, s'étend progressivement au reste du monde, aux BRICS en particulier. D'où la chute des bourses d'actions un peu partout qui devraient effacer en 2014-2015 près 50% de leur mouvement de hausse de 2009 à 2014.

Les taux d'intérêt à moyen et long termes baissent (tout à fait normalement en déflation comme en phase de chute des actions) en direction des taux courts qui sont déjà voisins de zéro. Si l'on ajoute à l'échec global des politiques keynésiennes de centralisme monétaire et aux manipulations des marchés par les banques supposées « too big to fail » ne parvenant plus à produire leurs effets, les tensions géopolitiques et, dorénavant, le retour des grandes pandémies (virus ébola en passe de décimer l'Afrique avant de

vraisemblablement s'étendre partout ailleurs dans le monde), c'est la destruction avancée de la plupart des actifs financiers, à l'exception des marchés obligataires en particulier US et allemands devenus les valeurs refuges, qui arrive probablement à grands pas.

Plus le QE est réduit par la Fed, plus les taux d'intérêt à moyen et long termes US baissent...

Comme l'écrit Marc Faber, il faut s'attendre à l'implosion déflationniste des actifs...

<http://goldsilverworlds.com/investing/marc-faber-expect-a-deflationary-bust-in-asset-markets/>

-

Avec à terme la fin de la mondialisation monopolistique américaine actuelle, tuée par les USA eux-mêmes du fait des sanctions qu'ils imposent à leurs adversaires mais aussi à leurs supposés alliés et des contre-sanctions qu'ils récoltent tous deux (USA et leurs supposés alliés) en retour. Actions, matières premières et même or et argent-métal (dont les prix restent déprimés, même s'ils se sont pour un temps stabilisés) sont cassés. Qu'il s'agisse de leur lente et régulière érosion ou de leur grand plongeon à venir, rien ne semble plus en mesure de les soutenir voire de les propulser significativement plus haut, y compris la création de fausse monnaie par les banques centrales étant donné qu'elle ne rentre pas dans l'économie réelle.

-

L'or a tenu son support vers 1.278 USD l'once mais pourra-t-il se redresser vraiment au-dessus de 1.350 ? Peut-être si le dollar US rebaisse par rapport à l'euro et surtout par rapport au yen japonais. L'or n'est plus une valeur refuge depuis plusieurs années et la probabilité est faible qu'il le redevienne rapidement.

**L'heure de vérité vient et cela ne sera pas du tout beau à voir...** Ainsi, à défaut d'immédiatement décider une mise en quarantaine de l'Afrique visant à l'isoler pour éviter la propagation globale d'ébola, à propos de la gravité duquel les autorités internationales évidemment mentent, la pandémie pourrait faire des ravages dont les conséquences humaines et économiques internationales seraient dramatiques. Quant aux guerres moyen orientales ou européenne (en Ukraine), il ne faut pas s'attendre à leur stabilisation mais à

leur aggravation, USA et UE faisant bêtement tout ce qu'ils peuvent pour jeter de l'huile sur le feu.

Que ce soient les Américains eux-mêmes ou les étrangers un peu partout dans le monde, de plus en plus de gens ne supportent plus la politique illisible d'OBAMA :

<http://www.businessinsider.com/obamas-approval-rating-economic-confidence-wsj-poll-2014-8>

## **Halte au feu !**

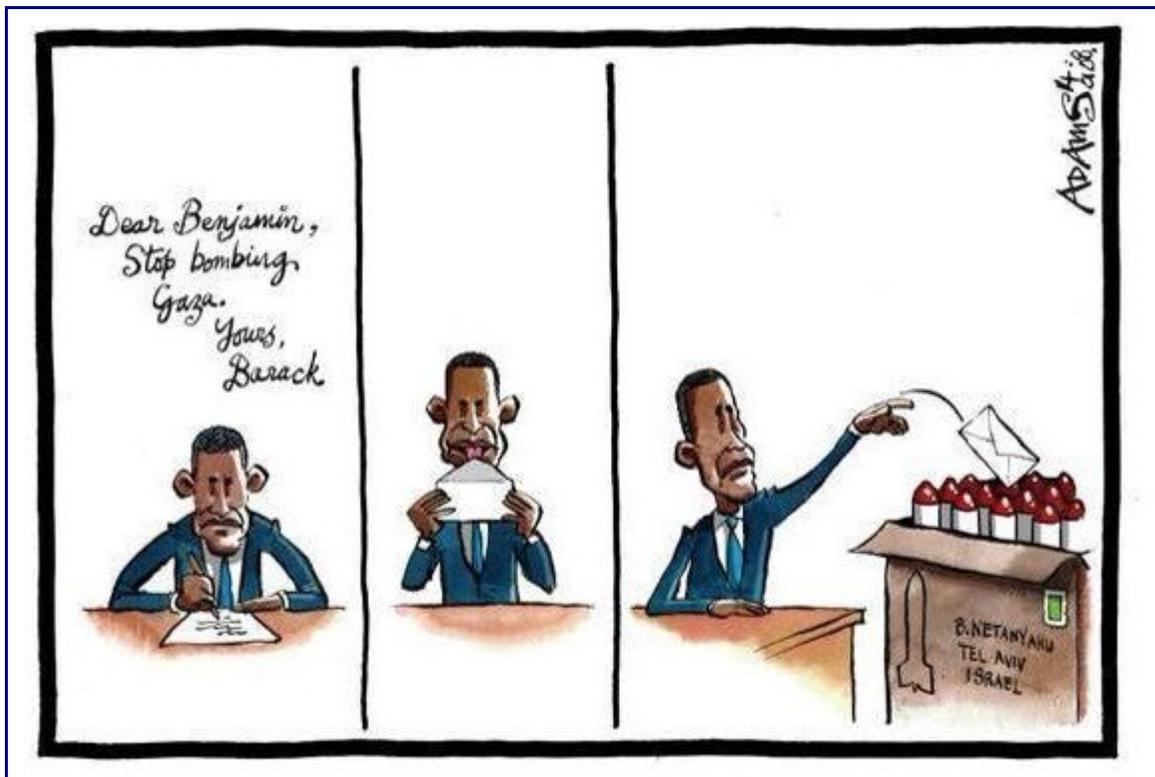
**Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 4 août**

Quand les chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays -supposés agir pour le bien commun- ou les hauts dirigeants religieux -supposés relayer le message divin- (à l'exception notable du Pape François qui est presque le seul à prêcher la paix) ordonnent à leurs concitoyens ou à leurs coreligionnaires de tuer d'autres êtres humains, comme de détruire les pays dans lesquels ils vivent et leurs moyens de subsistance, ils méritent d'être qualifiés de barbares et sont indignes de leurs fonctions, parce qu'il n'y a que deux causes qui valent: ce sont la paix entre les nations et le développement des peuples. Paul Valéry rappelait il n'y a pas si longtemps que « les civilisations sont mortelles » ! A cet égard, le XXI<sup>ème</sup> siècle s'annonce bien mal pour les nôtres.

Lorsque les dirigeants des USA, saisis de délire hégémonique et d'hubris (folie des grandeurs), et leurs valets européens qui se couchent systématiquement devant les exigences US (nouvelle preuve que l'Union européenne n'est qu'une erreur majeure d'où la nécessité pour la Suisse de ne pas s'y associer), prennent des sanctions de plus en plus contraignantes contre la Russie pour l'obliger à laisser les Ukrainiens de l'Est se faire massacrer par les Ukrainiens de l'Ouest (il y a déjà beaucoup plus de morts en Ukraine qu'à Gaza...), ce qu'elle ne peut évidemment pas accepter sauf à se faire hara-kiri (puisque le but réel de toute cette affaire c'est de la renvoyer à « l'âge de pierre » en privant son peuple du bénéfice de ses ressources pétrolières et gazières et aussi de l'empêcher de créer avec les autres BRICS une architecture monétaire alternative au SMI actuel, au FMI et à la Banque mondiale), alors qu'il suffit de trouver une formule de fédéralisation permettant à tous les Ukrainiens de coexister dans deux entités différentes ;

Ou bien lorsqu'ils entretiennent depuis des années le conflit permanent au Moyen Orient par leurs interventions militaires directes (la plupart du temps non conformes aux critères du droit international et aux décisions de l'ONU -cas de l'Irak ou de la Libye- mais leur permettant ici encore de priver les peuples arabes du bénéfice de leurs ressources pétrolières et surtout d'éviter qu'ils rejettent le pétrodollar) comme en n'exigeant pas d'Israël qu'il cesse d'occuper illégalement plusieurs pays arabes et la Palestine, tout en poussant et armant l'État hébreu (en réalité pour son plus grand malheur en raison de l'hostilité dans l'opinion publique internationale qu'il récolte par son attitude belliqueuse), mais qui a lui-aussi besoin de « frontières sûres et reconnues » et ne peut évidemment pas accepter de vivre sous la menace terroriste permanente du Hamas ou d'autre mouvement radical, à massacrer les Palestiniens (femmes et enfants innocents en particulier), alors que là-encore une solution fédérale est la seule possible, les dirigeants US et européens se conduisent en barbares indignes de leurs fonctions. Et leurs peuples devraient les renvoyer au lieu de les encenser. C'est à cela que sert le bulletin de vote dans les supposées démocraties si les électeurs faisaient preuve de bon sens, au lieu de se laisser manipuler par des hommes politiques, sans la moindre éthique, qui ne tiennent jamais leurs promesses pré-électorales une fois parvenus au pouvoir.

Le double-jeu emblématique et irresponsable d'Obama: en paroles conseiller à Netanyahu de cesser de détruire Gaza et en actes l'armer jusqu'au dents pour le faire...



Au plan qui nous concerne directement c'est-à-dire la finance, à l'évidence, le risque de très grave dérapage géopolitique en Europe et au Moyen Orient devrait progressivement prendre le pas sur toutes les autres considérations affectant les marchés financiers. Parce que, lorsque la guerre devient aussi menaçante et aussi destructrice, les schémas en cours n'ont plus lieu d'être considérés, surtout lorsqu'ils sont basés sur de fausses statistiques économiques et des manipulations d'actifs de toutes sortes. A notre avis, une chute supplémentaire des taux d'intérêt à moyen et long termes US (vers 1,45% pour le 10 ans US) reste probable, entretenant la poursuite de la hausse des obligations d'Etat US (TLT par exemple), l'actif refuge par excellence tant qu'elles constitueront l'essentiel des réserves des banques centrales et que le dollar US restera la monnaie mondiale, parce que les USA demeurent pour le moment plus ou moins sanctuarisés des conflits qu'ils provoquent et entretiennent mais que leur économie finira par retomber en récession puisque l'Europe, le Moyen Orient, le Japon, la Russie et autres BRICS devraient aller économiquement de plus de plus mal pour une période indéfinie. Tout, dans le monde actuel, est interdépendant et les USA n'ont pas de capacité domestique de consommation et de production autonome suffisante pour prospérer seuls lorsque leurs acheteurs et fournisseurs extérieurs vont de plus en plus mal. Leurs entreprises et leurs banques

souffriront nécessairement du chaos actuel dont le bénéficiaire final sera la Chine. Quant à la réduction de leur Quantitative Easing, elle ne signifie en aucun cas relèvement des taux d'intérêt à court terme par la Federal Reserve mais dégonflement ultra-déflationniste de son bilan hypertrophié.

Il faut prendre désormais en compte (ce que nous écartions jusqu'ici par excès d'optimisme quant à la capacité des Européens de modérer les USA) que la Russie, contrairement au pari actuel des dirigeants des USA et de l'Union européenne qui spéculent sur le fait que Moscou « ne franchira pas le Rubicon » et que Poutine gardera son sang froid en dépit des sanctions dont on la frappe, finisse sous la pression par envahir l'Ukraine, qui se transformerait en nouvelle Syrie ou en nouvelle Libye, et que la guerre israélo-palestinienne débouche sur un embrasement régional moyen oriental, pire que celui en cours à Gaza et ailleurs (les Occidentaux n'ayant toujours pas trouvé de terrain d'entente avec l'Iran sur son dossier nucléaire et le conflit chiites/sunnites/djihadistes redoublant d'intensité en Irak-Syrie, il serait facile pour Poutine, s'il venait à pratiquer lui aussi la politique du pire, d'envenimer considérablement la situation de la région...). On ne peut pas, en outre, exclure que Poutine perde (si ce n'est pas déjà fait) le contrôle de la minorité pro-russe en Ukraine et qu'elle se radicalise entraînant alors l'effondrement complet de ce pays et des milliers de victimes (scénario de l'ex-Yougoslavie), ce qui conduirait à une intervention de l'OTAN et à une réponse immédiate de l'armée russe frappant Kiev... Quant à croire que l'Occident réussira à faire tomber Poutine en ruinant via des sanctions de plus en plus graves les oligarques russes qui seraient alors conduits à le renverser, selon le scénario développé par les « cow-boys » de la CIA, c'est idiot parce que le président russe bénéficie de 85% de soutien populaire en Russie et que le moindre oligarque qui s'opposerait à lui serait aussitôt éliminé pour haute trahison.

Idiot:

<http://www.businessweek.com/videos/2014-07-29/threat-of-russia-invading-ukraine-low-stavridis>

Il ne faut jamais mettre un chef d'Etat puissant et déterminé (comme Poutine) dans une situation impossible dans laquelle il n'a pas d'autre choix que de

capituler (en abandonnant les Ukrainiens de l'est au nettoyage ethnique pratiqué à leur encontre par ceux de l'ouest) ou de devoir attaquer (voire même seulement en déstabilisant tout ce qu'il peut) parce que c'est probablement la seconde alternative qu'il choisira nolens volens !

---

Même Jacques Attali, dont on connaît les dangereuses positions pro-ingérence occidentale dans les pays récalcitrants à « l'Ordre mondial euro-américain » promues par Bernard Kouchner et Bernard-Henri Lévy, politique qui est responsable de centaines de milliers de morts inutiles (cf: ex-Yougoslavie, Afghanistan, Irak ou Libye), se demande si les Occidentaux ne sont pas devenus fous en agressant la Russie.

Mais ce que les gens de ce lobby interventionniste, conseillant la gauche comme la droite dites « de gouvernement » en France et ailleurs, ne disent pas c'est que la mondialisation a atteint un point de rupture et que les Occidentaux en perdent le contrôle, d'où la radicalité de leurs interventions pour casser les Etats qui s'opposent à eux (la mise en défaut de l'Argentine fournissant un exemple éloquent de cette stratégie de panique).

Les politiques de centralisme monétaire des banques centrales et de répression financière des Etats en Occident ayant détruit le libéralisme authentique au profit d'une économie et d'une finance virtuelles au seul bénéfice de quelques manipulateurs parasites supposés « too big to fail », mais dont on verra que finalement ils s'effondreront (à l'instar de Lehman Brothers et plus récemment d'Espirito Santo), comme ayant installé une paupérisation générale des populations et leur chômage de masse, sont à terme plus court que beaucoup le pensent condamnées.

De tels événements géopolitiques, par anticipation, avant même qu'ils se produisent effectivement et dès que les acteurs des marchés en réaliseraient l'imminence, feraient chuter les indices d'actions US et européennes très surévalués (QUI DEPUIS PLUS DE 7 MOIS NE MONTENT PLUS ET VIENNENT DE CASSER A LA BAISSSE LEUR LONG SUR-PLACE EN CHUTANT AU DESSOUS DE LEURS CLÔTURES DE FIN 2013, CE QUI NE DIT RIEN DE BON).

Et mécaniquement, après leur courte correction puisque dans un premier temps les possesseurs d'actions devront liquider leurs autres avoirs pour

payer la casse sur les marchés boursiers, faire remonter les obligations d'Etat US (le mécanisme de vases communicants entre actions et obligations jouant alors à plein).

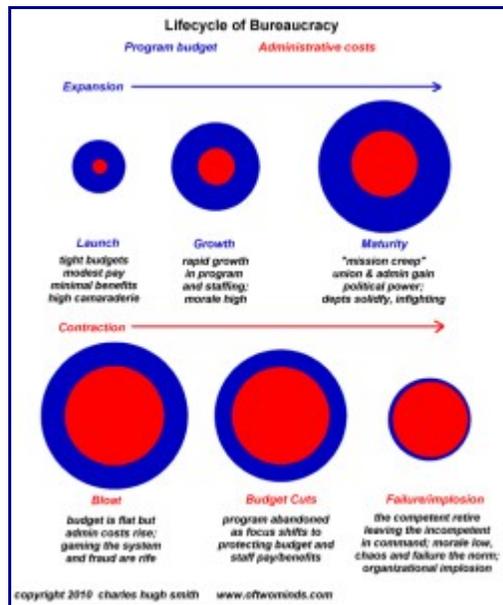
A lui seul le ratio actions US/obligations US à son plus haut historique (ci-dessous) montre que les premières devraient baisser et les secondes monter.

Pendant que probablement les monnaies européennes et émergentes actuellement sur-vendues, après une reprise temporaire, iraient plus bas. D'où une possible hausse future notable du dollar US qui ferait baisser encore les prix des métaux précieux, sur lesquels on restera sous-engagés ou long+short jusqu'à nouvel ordre. Ne pas oublier que l'or c'est l'anti-dollar US et qu'il ne peut significativement monter que lorsque le dollar US baisse. Tant que l'or ne casse pas 1.278 US dollars l'Once à la baisse, il n'y a pas lieu de paniquer. Si cassure, retour à 1.180 minimum et probablement beaucoup plus bas.

Rien n'est évidemment certain et le pire n'est pas toujours sûr, mais il vaut mieux se positionner en conséquence pour ne pas subir des pertes inutiles et tenter de tirer partie de tout cela. La période très critique pour les actions se situera en octobre-novembre 2014. A moins qu'elles se « krachent » avant du fait du chaos géopolitique, le mois d'août étant généralement propice aux catastrophes sur les marchés (une chute des actions de 50% de leur mouvement de hausse depuis 2009 étant probable sur la période 2014-1015). Objectif Dow Jones des Industrielles: 12.000.

## **Commentaire du 8/08/2014**

**Patrick Reymond 10 août 2014**



"Mais faire croire que l'armée ukrainienne est en débandade alors que le réduit des séparatistes se réduit jour après jour, c'est juste ridicule. La chute de Donetsk est pour bientôt, celle de Lougansk suivra.

...

Je préférerais plus d'articles sur l'usure des barrages du Colorado, des infrastructures américaines ou françaises, ou sur le mensonge du pétrole de schiste sauveur de l'amérique, que des articles défendant les résidus du communisme donbassien."

Simplement, vue la disproportion supposée des deux armées, je me pose la question de savoir pourquoi le conflit dure depuis si longtemps. 400 000 officiellement d'un côté, 12 000 de l'autre. 3 500 chars d'un côté, quelques uns de l'autre, pas d'aviation... Et on en est à combien de mois de conflit ???

Le délabrement des infrastructures réelles n'est que le reflet du délabrement politique de la classe dirigeante.

Théoriquement, l'affaire du Donbass aurait du durer quelques jours, entre un état et des insurgés, au mieux des autorités locales avec peu de moyens. Cela renâcle pas mal dans l'armée ukrainienne, et que des soldats ukrainiens sans munitions et sans nourriture doivent se désarmer et gagner la Russie, implique que cette armée n'est pas en bonne état. Surtout, visiblement, alors qu'elle compte légalement 400 000 hommes, plus les réservistes (plusieurs millions), elle réussit l'exploit d'en déployer 40 000.

La dégradation des structures, c'est cela aussi. En Août 1914, les deux armées

françaises et allemandes mobilisèrent 4 millions d'hommes chacune. Elles en seraient bien incapables désormais. C'est aussi cela la dégradation d'une structure. Il y eût, de plus, peu de déserteurs, déstabilisant en partie les états majors, qui s'attendaient à beaucoup plus (en France on en attendait 600 000, il y en eût 100 000).

Les deux dégradations sont des états symétriques. Comme dirait Discotonio, on est dans la phase où il n'y a plus rien qui répond.

Les barrages, donc, vieillissent, les routes aussi, mais les infrastructures font encore illusion un certain temps, pas comme les organismes vivants comme les armées. Les soldats ne veulent pas partir, ceux qui partent, le font à contre-cœur, et n'en font qu'à leur tête...

"Le rapport vient ainsi soutenir la [position de l'administration](#) Obama d'un «rééquilibrage» des forces militaires des États-Unis pour faire face à la Chine "... Même avec la séquestration, le budget militaire des USA dépasse pourtant largement celui de la Russie, de la Chine, et de tous les autres réunis. Pourtant, ce n'est visiblement pas suffisant.

Bien entendu, on réduira salaires et prestations sociales pour financer l'effort, et le "communisme Donbassien", a en France pour nom, sécurité sociale et régimes de retraites. Pour le reste, les 30 glorieuses occidentales, ont été très inspirées du communisme originel : banque centrale et banques réduites à l'état de rien du tout, planification, même si celle-ci n'était qu'indicative, nationalisations, etc.

Il est à noter, d'ailleurs que depuis qu'on est passé au libéralisme économique, les 30 glorieuses sont bien oubliées, sont devenues les "30 piteuses", et on aborde désormais les "30 merdeuses".

L'armée US d'ailleurs, est déployée, pour protéger le libéralisme économique, source de toutes félicités...

De plus, quand tout est bien délabré, rien de tel qu'une bonne guerre, dans la tête des dirigeants, pour tout régler. Mais ce genre de calculs ne fonctionne pas forcément.

## **Débandade dans le cochon...**

Patrick Reymond 10 août 2014

[L'abattoir de Gad](#) à Josselin, qui emploie 1000 personnes (800 ont déjà été

virés), a être mis en liquidation judiciaire, et est la première victime visible de l'embargo russe sur le porc, point final au cercueil de l'entreprise.

Bien sûr, il y avait d'autres problèmes, plus anciens, mais là, l'embargo met sans doute le point final à toute espérance de reprise.

Intermarché est visiblement le seul intéressé, mais la chute de la demande consécutive à la décision russe va entraîné une purge dans le secteur agro-alimentaire français, chroniquement en surproduction.

Pour la Russie, c'est l'occasion de développer sa propre production, en chute, hors céréales, depuis la fin du communisme, parce qu'il ne fallait pas outrepasser le dogme de l'économie ouverte.

Les européens ont donc ouvert une boîte de pandore. les industriels russes vont se voir réserver leur propre marché, les pêcheurs baltes iront se faire voir chez les grecs, etc, etc, etc...

Le propre d'une économie ouverte, c'est sa fragilité à un choc d'origine externe. 10 % de la filière agro-alimentaire française pourrait passer à la trappe, et c'est le dernier point fort de l'industrie française.

Dans la même panade sont les compagnies aériennes européennes, pour la même raison, alors que les compagnies asiatiques, ou au moins chinoises, pourront toujours utiliser la voie aérienne sibérienne...

Le problème est le même pour Israël, qui, ébahi, voit le Hamas continuer le combat, illustrant qu'on sait quand on commence une guerre, et pas quand on la finit, et que le Hamas ne se contenterait pas d'un simple "statu quo ante".

Pour la France, l'indice de production industrielle est celui de 1994. 20 ans de stagnation, donc, et de régression par tête. Nul doute que rentrer en guerre, dans ce contexte, serait très risqué. Enfin, du moins, pour les dirigeants.

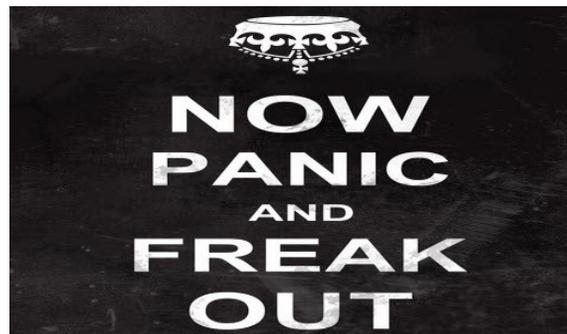
Ont ils oublié, justement, le destin des empires allemands, austro-hongrois, et russes ???

## **Le meilleur et le pire moment pour investir et acheter des actifs financiers!**

**L'Edito du Dimanche 10 Aout 2014: Par Bruno Bertez**

Acheter des actifs financiers, actions, obligations et autres instruments de crédit, c'est acheter le droit de percevoir des flux de revenus futurs et, dans

certains cas, un remboursement. Ces morceaux de papier, car ce ne sont que cela, ne sont jamais des actifs réels, ce sont des titres, des droits qui n'ont de valeur que par convention.



Le capital, en système capitaliste, c'est cela: un titre. Un statut, qui donne à celui qui en est le propriétaire, un droit à prélever une part de la richesse. Comme tout droit, il ne vaut que s'il y a un régime, une force qui garantit qu'il en sera ainsi.

Nous pensons que le régime du capitalisme financier, du capitalisme de papier, est à son apogée:

L'alliance entre le pouvoir politique, légal, policier, militaire et le capital financier est sans faille.

- Le pouvoir financier contrôle à son profit les Banques Centrales et les flux neufs et anciens sont canalisés au profit de la reproduction/rentabilisation/maintien en vie du capital ancien, même celui qui est fictif et inefficace.
- Le Système fondé sur l'épargne et l'industrie, lequel assurait une certaine promotion et fluidité sociale, ce Système est en passe de destruction par les taux zéro et les impôts.
- Les classes moyennes et les salariés en général ont subi une défaite historique, sauf les fonctionnaires domestiques et internationaux qui, vous le savez, sont les alliés des classes financières.
- La soi-disant libération des mœurs, l'encouragement aux déviances ont remplacé la religion comme moyen de faire se tenir tranquille les plus rebelles, la sublimation intellectuelle est canalisée vers des activités inoffensives.
- Le chômage global exerce une pression très forte à la baisse des salaires réels, force à la productivité et au calme social.
- Les forces progressistes de la concurrence ont été retournées au profit

de l'immobilisme, au lieu de se retourner contre leurs Maîtres, les peuples se divisent et se battent entre eux.

- Les gains de productivité ont été et sont confisqués au profit de la reproduction du capital, le Fordisme est fini.
- La mainmise culturelle et médiatique sur les esprits est quasi totale grâce aux innovations technologiques comme internet, Google, Facebook, etc. récupérées par les pouvoirs. Le neuf a fait cause commune avec l'ancien.
- L'Alliance entre le capital financier et les managers est scellée par les systèmes de stock-options et d'intéressement des managers à la fameuse Création de Valeur, c'est à dire à la progression de la valeur des titres et papiers. Jamais le partage de la valeur ajoutée n'a été plus déséquilibré au profit du capital financier dans le système dominant, le système anglo-saxon.
- La législation fiscale et la politique encouragent le levier au maximum, par la déductibilité des intérêts des dettes. Elle favorise les fusions acquisitions, l'ingénierie financière et les rachats d'actions. Le surproduit est utilisé, non pour investir, mais pour décapitaliser par le biais des opérations de Private Equity, de Fusacq et de Buy Back.

Tout cela est bien connu, mais il est rare que quelqu'un le mette en perspective.

Les valorisations des assets papiers sont sur des niveaux que l'on n'a connus dans le passé que lors des périodes critiques, comme en 1929 et 2000. Sous tous les aspects. Que ce soit en termes de taux de capitalisation des bénéfices, des cash-flows, des EBITDA. Que ce soit en terme de poids de la Bourse en regard des GDP ou encore en terme de coefficient « q » de Tobin qui apprécie le capital en fonction des coûts de remplacement.

Ceci conduit certains à penser que la hausse est bientôt finie et que la chute est proche. D'autres en revanche, à partir des mêmes données, sont persuadés du contraire: il y a encore de la marge pour dépasser les niveaux de 1929 et ceux de 2000, les conditions sont encore plus favorables au capital que lors de ces périodes! Ces derniers n'ont pas forcément tort, jamais le capital financier n'a connu des conditions aussi fastes avec en particulier la conjonction de marges bénéficiaires record, les taux d'intérêt zéro, l'argent surabondant et le risque socialisé, pris en charge par la collectivité.

La cherté des actifs papiers ici et maintenant, dans le présent, se comprend, sinon se justifie, par des raisons de comparaison: si rien ne rapporte rien, alors tout ce qui rapporte un peu vaut cher. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

L'ennui est que comparaison n'est pas raison. En particulier lorsque la comparaison est inadéquate.

L'achat actuel d'un titre qui rapporte 2% est peut-être attrayant quand les taux sans risque sont à zéro, mais il ne l'est que, et seulement que, pendant cette période où les taux sans risque sont à zéro. Lorsque les taux sans risque sont à 4% par exemple, ce qui est plus proche des taux historiques, alors la comparaison devient très défavorable... et coûteuse. La valeur des actifs papiers, de tous les actifs papiers anciens, s'ajuste en effet pour tenir compte du retour à une rémunération normale. En d'autres termes, leur prix chute afin de s'ajuster au nouveau niveau de rémunération que l'on peut obtenir. La valeur des portefeuilles anciens s'effondre et seuls ceux qui sont restés à l'écart, qui ont refusé d'engager leurs argent dans la période de taux zéro, seuls ceux-là peuvent profiter du retour à une rentabilité normale.

Présenté autrement:

Les comparaisons fondées sur le rendement actuel des placements sans risque (taux zéro) et ceux des placements à risque sont idiotes. Seuls ceux qui s'attendent à ce que le taux sans risque ne remonte jamais, ou qui sont d'accord pour garder jusqu'à maturité les placements à risque actuels qui rapportent très peu, peuvent accorder une valeur à ce raisonnement. Les autres, s'ils le suivent, se condamnent à de lourdes déconvenues. Ceux qui acceptent la comparaison font le pari implicite que jamais la croissance ne repartira et ne retrouvera les niveaux d'avant. Jamais le Système ne pourra se passer des béquilles monétaires. Addict pour l'éternité.

L'évaluation des actifs en fonction de comparaisons exogènes, extérieures à la vie de ces actifs, est une erreur fondamentale. La valeur d'un actif est interne. Elle est la somme actualisée des flux de cash-flows et de remboursement éventuels que cet actif va générer. Et sur le long terme, durée de vie de l'investissement, tout cela dépend, non de la volonté des régulateurs, sorciers ou illusionnistes, mais des conditions objectives qui génèrent la croissance. Les bricolages sur le taux, sur les signes et les rideaux de fumée ne changent que très peu de chose, même par le bais du taux

d'actualisation.

Acheter des actifs financiers au niveau actuel sur la base de la comparaison décrite ci-dessus, c'est accepter implicitement la ruine et /ou la contre-performance de long terme.

Sauf si on se place dans un autre cadre analytique, un cadre analytique plus fondamental qui tient compte du fait que l'achat d'un actif financier est un arbitrage, un échange non pas avec le réel, mais avec un autre actif financier, la monnaie. Ce cadre analytique, c'est celui qui désacralise la monnaie, cesse d'en faire un invariant extérieur au Système et un instrument de mesure en soi ou en lui-même. Ce cadre, c'est celui de la Modernité, celui de l'incertitude sur la valeur.

Lorsque vous achetez une obligation High Yield, vous faites sans le savoir un arbitrage. Vous échangez une créance sur votre banque (votre dépôt bancaire) contre une créance sur une entreprise déjà surendettée. Sans le savoir, sans en avoir conscience, vous vous débarrassez de la créance que vous avez sur votre banque parce que vous considérez que celle sur l'entreprise surendettée est plus avantageuse. Vous pariez (bien entendu sans en avoir conscience) qu'il en sera ainsi. Vous avez en quelque sorte fait une croix sur votre dépôt bancaire et vous vous dites: à tout prendre il vaut mieux avoir une obligation High-Yield, j'aurais un rendement et je ne perdrais peut-être pas tout.

Acheter au niveau actuel n'est rien d'autre qu'un pari sur le fait que jamais les choses ne redeviendront comme avant, jamais il n'y aura de solution, toujours on restera dans le non conventionnel. C'est un pari sur l'échec radical, celui qui obligera, pour stabiliser la pyramide de créances à produire de plus en plus de Monnaie (plus ou moins virtuelle), production qui débouchera sur la grande destruction de la valeur réelle des créances sur les banques, destruction et/ou confiscation des dépôts, Zimbabwéisation, Mervalisation.

## **ALLEMANDS, FRANÇAIS ET ITALIENS FILENT UN MAUVAIS COTON**

11 août 2014 *par* François Leclerc

Exit la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, abonnés de la rubrique des désastres et des *plans de sauvetage* improvisés et relégués en fond de scène, les *grands* de l'Europe préparent leur entrée sur le plateau et ce ne sera pas

sous les acclamations !

L'Allemagne n'est plus le havre de prospérité qu'elle était, chargée d'entraîner derrière elle la zone euro, et pourrait connaître une contraction de son PIB, avant même que ne se fassent pleinement sentir les effets de la crise ukrainienne qui vont particulièrement la toucher. La production industrielle, dont les chiffres restent le premier indicateur de la santé du pays, a diminuée et n'a connu depuis qu'un faible rebond. Les exportations restent de loin le principal moteur de la croissance, exprimant la fragilité de son économie dans une zone euro connaissant une forte poussée déflationniste, en l'absence de relais dans les pays *émergés*.

François Hollande a reconnu « un vrai risque déflationniste » et son ministre des finances, Michel Sapin, a lâché que « si l'on est au-dessus de 0,5% de croissance à la fin de l'année, ce sera déjà bien » (propos que ses services ont ensuite démenti). Manuel Valls, le premier ministre, a commenté ce risque en soulignant que « au niveau européen, la croissance et l'inflation sont en retrait par rapport à ce que nous pouvions attendre ». La croissance, en effet, n'est nulle part au rendez-vous comme tant attendu, surtout en Italie où le PIB continue de décroître, entraînant à nouveau le pays dans la récession, pour la troisième fois depuis 2007. Dans ce contexte, le président de la BCE Mario Draghi n'a pu que convenir d'un « ralentissement dans la dynamique de croissance », pour ne pas employer les mots qui fâchent, tout en maintenant pour la forme mais sans le fonder que « les pays qui mènent des réformes structurelles s'en sortent mieux ». En attendant de le voir plus tard démontré, L'Ifo en Allemagne, l'Insee en France et l'Itsat en Italie prévoient une croissance de l'ordre de 1% pour la zone euro en moyenne en 2014, la contribution du commerce extérieur restant faible.

Le sacro-saint seuil des 3% maximum du PIB du déficit budgétaire n'a pas fini de faire parler de lui : la France ne parvient toujours pas à l'atteindre et l'Italie pourrait vite le franchir, la première dans la descente et la seconde dans la montée. Dans les deux cas, il va falloir négocier ferme à Bruxelles ! Tous les espoirs sont permis, afin de le faire dans les moins mauvaises conditions, comme l'a expliqué François Hollande : « beaucoup va dépendre du niveau de l'euro qui a baissé ces derniers jours, mais encore trop peu. La Bundesbank est consciente du problème, comme le montre son souhait de voir les salaires augmenter en Allemagne de 3%. Quant à la Banque centrale

européenne, elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour injecter des liquidités dans l'économie. Je sais qu'elle y réfléchit », assure-t-il en poursuivant qu'il attend de l'Allemagne « un soutien plus ferme à la croissance ».

Plus réaliste, le porte-parole du parti socialiste, Olivier Faure, prépare le terrain en réclamant que les frais des interventions militaires françaises ne soient pas pris en compte dans le calcul du déficit, cela sera toujours cela et en dit long sur l'optimisme ambiant. Côté italien, Matteo Renzi en reste aux pétitions de principe en affirmant qu'il ne crèvera pas le plafond des 3% de déficit fin 2014, sans annoncer les mesures qui lui permettront d'y parvenir, nouvelles recettes ou coupes budgétaires. Aide-toi, le ciel t'aidera !

Au ciel précisément se trouve la BCE, objet de tous les secrets espoirs, surtout lorsqu'ils ne sont pas affichés. Ce Deus ex machina dont le Financial Times appelle à corps et à cri l'intervention dans ses éditoriaux, afin que la zone euro n'entraîne pas le Royaume-Uni. Mais la Bundesbank a pris les devants et étonné son monde en préconisant une hausse des salaires en Allemagne afin de doper son marché intérieur, donnant par là même le signal qu'elle n'est pas prête à y souscrire. La situation réclamerait un tournant dont les conditions ne sont pas remplies, l'expérience de ces dernières années ayant amplement démontré que c'est le nez sur le mur que les dirigeants européens se décidaient à réagir. D'ici là, les trois premières puissances économiques de la zone euro vont ressembler à ces pistards rivalisant de surplace sur leurs vélos sans roue libre pour ne pas se lancer en premier.

## **Les mégabanes : SE FAUFILER DANS LE MOINS-DISANT RÉGLEMENTAIRE**

10 août 2014 *par* François Leclerc

Une musique qui n'arrête pas provient des États-Unis. Elle est faite d'amendes colossales, la dernière en date de 16 à 17 milliards d'euros à Bank of America pour la vente de 57 milliards de dollars de produits toxiques adossés à des prêts immobiliers *subprime*. Mais également de l'injonction de la Fed et de la FDIC – le régulateur des banques – à onze mégabanes américaines et européennes opérant sur le territoire américain de revoir leur copie après la communication à celles-ci de leur « testament biologique »

(*living will*) en raison « d'hypothèses irréalistes ou incorrectement étayées ». Ou bien de l'ouverture d'enquêtes sur les *dark pools* – ces structures permettant d'effectuer des transactions protégées des interférences, qui représentent 35% du volume des échanges aux États-Unis – de Barclays, UBS et Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs et Morgan Stanley.

La Fed de New-York, en charge de la surveillance de Wall Street, en est également à l'origine : elle a relevé de sérieux problèmes dans le reporting de la Deutsche Bank (qui décidément n'arrête pas de défrayer la chronique) en raison de « sa faible qualité, de son caractère imprécis et de son manque de fiabilité », constatant que cela ne s'est pas amélioré à la suite d'observations réitérées. Il en a notamment résulté que Deutsche Bank Trust Company Americas, l'une de ses filiales américaines, n'a pas correctement évalué le collatéral apporté en garantie de prêts risquant d'aboutir à un défaut de paiement. La Fed a donné à la Deutsche jusqu'à mi-2015 pour remédier à ses manquements.

Développer un point de vue critique sur la régulation financière américaine n'empêche pas de constater que les autorités en charge font preuve de moins de mansuétude que leurs homologues européens, qui continuent de protéger *leurs banques* en masquant les faiblesses intrinsèques de celles-ci pour s'en remettre à elles. Serait-ce pour cette même raison que les gouvernements allemand, britannique, italien et français envisageraient de demander l'inscription au prochain G20 de Brisbane (Australie), en novembre prochain, de la question de la surveillance « extra-territoriale » des autorités américaines, afin qu'elles y échappent ? Était-ce toujours pour celle-ci que les banques européennes, appuyées par la Commission, cherchent à obtenir du Traité transatlantique en discussion des assouplissements de la régulation dont elles font les frais, et que l'administration américaine s'oppose à ce que les services financiers y soient inclus, n'y étant pas favorable ? Comme quoi, [il ne faut pas se fier aux apparences](#) !

En réalité, les mégabanes font cause commune lorsque nécessaire, qu'elles soient d'origine américaine ou européenne, intervenant sur le même marché mondial de la finance, et leur concurrence s'efface devant leurs intérêts partagés. Ainsi, les banques américaines voient d'un bon œil l'offensive des européennes, attendant qu'elle les soulage de la pression qu'elles subissent. Ensemble, elles font le calcul que les tentatives de raccordement de

législations et de réglementations disparates des deux côtés de l'Atlantique les feront bénéficier du *moins disant* réglementaire à leur avantage réciproque. Le moment arrive !

## **Le bon choix, par Woody Allen**

10 août 2014 *par* Paul Jorion

L'un d'entre vous m'envoie une citation de Woody Allen, ce qui me remet en mémoire la phrase d'entrée de sa fameuse « Allocution aux nouveaux diplômés » :

Davantage encore aujourd'hui qu'aux autres moments de l'histoire, l'humanité est à un carrefour. L'une des voies qui s'ouvre devant nous conduit aux pensées suicidaires et au plus profond désespoir. L'autre, débouche sur l'extinction totale. Prions Dieu qu'il nous accorde la sagesse de faire le bon choix !

Woody Allen, *My Speech to the Graduates*, The New York Times 1979

## **Espirito Santo : CAS PARTICULIER D'UN CAS GÉNÉRAL**

9 août 2014 *par* François Leclerc

Ce n'est pas sans mal que le sauvetage de la BES continue d'être mené sous la férule de la Banque du Portugal, la bourse de Lisbonne ayant chuté de 16% en deux semaines, entraînée à la baisse par les valeurs bancaires, notamment celles de la BCP. Celle-ci avait auparavant essayé en pure perte de calmer le jeu en procédant à une levée réussie de capitaux lui permettant de partiellement rembourser l'État de son aide.

D'autres grandes entreprises portugaises ont également souffert, notamment Mota-Engil dans le BTP, et Teixeira Duarte, issue du même secteur et depuis diversifiée. Mais la palme est revenue à Portugal Telecom, qui a vu sa valeur boursière chuter de plus de 48% depuis la fin juin, en raison d'un prêt de près d'un milliards d'euros à Rioforte (groupe Espirito Santo) qui n'a pas été remboursé à l'échéance. Son président a depuis démissionné.

Ricardo Salgado, l'ancien président de la Banque Espirito Santo (BES) et patron historique du groupe éponyme, est menacé de poursuites judiciaires après avoir été arrêté, placé en garde à vue, puis libéré contre versement

d'une caution de trois millions d'euros. Cela suffira-t-il à disculper la Banque du Portugal et la CMCV – l'autorité des marchés – (qui se renvoient la responsabilité de n'avoir rien vu venir), des investisseurs s'apprêtant à attaquer en justice pour avoir autorisé sans l'ombre d'une réserve une augmentation de capital de la BES de plus d'un milliard d'euros en juin dernier ? Ils ont souscrit et ont depuis tout perdu... Le climat risque d'être également alourdi par les informations de la presse qui révèlent que la Banque du Portugal était pour une entrée directe de l'État au capital de Banco Novo, et que le premier ministre s'y est opposé pour ne pas avoir à faire volte-face. Le montage retenu tente de brouiller les pistes, mais convaincra-t-il les Portugais que l'État n'est pas malgré les affirmations gouvernementales financièrement impliqué dans le sauvetage de la BES (alors qu'il l'est) ? Rien n'est moins sûr.

Lundi matin, les cours de la bourse vont être attentivement suivis à son ouverture, afin d'enregistrer si elle continue ou non à se reprendre et à progressivement regagner le terrain perdu. La partie n'est pas encore gagnée. Le Parti socialiste – occupé par les primaires opposant son secrétaire général au Maire de Lisbonne dans le cadre de la préparation des législatives de 2015 – n'a pas fait spécialement preuve de virulence dans ses critiques du gouvernement, qui a navigué au plus près. Il n'a surtout pas livré ce qu'il aurait fait s'il avait été au pouvoir, comme il pourrait prochainement l'être. Ce nouvel épisode de la crise traversée par le Portugal va laisser à nouveau des traces profondes dans l'opinion publique.

Continuant à durement subir les foudres des exigences de la *Troika*, les Portugais ne tirent pas fierté d'avoir vu l'un de leurs compatriotes, José Manuel Durao Barroso, présider la Commission durant deux mandats successifs, et un autre devenir le numéro 2 de la BCE. Vitor Constancio était en effet le gouverneur de la Banque du Portugal lors du très grand scandale politico-financier de la banque BPN resté dans toutes les mémoires, dénoncé pour avoir couvert les turpitudes de ses dirigeants qui ont éclaboussé jusqu'au Président de la République, Anibal Cavaco Silva. C'est peu dire que les Portugais ne se font en général guère d'illusions sur leurs dirigeants politiques et sur la corruption régnante. Fait exception le maire socialiste de Lisbonne, Antonio Costa, dont il est beaucoup attendu dans le désastre ambiant, à condition qu'il emporte la primaire et que le PS devance lors des législatives le PSD et le CDS, les partis de la coalition de centre-droit

actuellement au pouvoir. Que peut-il être espéré d'autre ?

Tous les ingrédients d'une crise européenne aux dimensions tout à la fois financière, économique, sociale et politique se retrouvent donc sans surprise au Portugal. En attendant qu'un énième *sauvetage* de la Grèce fasse l'actualité et que l'Italie, qui vient d'entrer à nouveau en récession, crève le plafond du seuil de 3% du déficit budgétaire, que la miraculeuse croissance espagnole s'essouffle faute d'un point d'appui, et que la France entame les négociations pour obtenir un troisième délai afin que son déficit budgétaire passe sous cette barre fatidique des 3%...

Selon Mario Draghi, le président de la BCE, « la dynamique de croissance a ralenti » dans la zone euro ; cela avant toute mesure de l'impact des restrictions économiques et financières réciproques qui ont été prises entre la Russie et l'Union européenne. Lentement mais inexorablement, le piège armé par les gouvernements continue de se refermer sur eux-mêmes.

## **Le cycle long de l'économie**

*Posté le 10 août 2014 par Bcolmant*

Le véritable rôle de l'économiste est...probablement de ne pas se limiter à décrypter l'économie, science auto-proclamée dont les fondements ressortissent à l'anthropologie, l'histoire, la géographie, la sociologie, etc. ..bref, à un ensemble de disciplines dont les titulaires ne s'expriment pas çà coup de tribunes et opinions dans la presse populaire.

Il ne faut pas l'oublier : l'économie s'inscrit dans des cycles longs relevant des courants profonds de l'histoire humaine.

Les causes des bouleversements relèvent d'ailleurs souvent de phénomènes progressifs qui échappent à l'attention des contemporains.

Quels sont les facteurs dont le flux quotidien nous enlève l'angle large de la vision ?

Il s'agit sans doute du déplacement latéral des foyers de croissance vers l'Est et l'Ouest, qui sont des zones plus dynamiques et surtout plus jeunes.

Un moment stimulée par la reconstruction d'après-guerre, elle-même financée par le plan Marshall, et les dernières années de la colonisation, l'Europe est devenu un continent âgé, qui s'écroule sous ses propres engagements sociaux

d'Etat-providence.

C'est même pire, l'Europe a emprunté la prospérité des futures générations pour assouvir le bien-être de ses citoyens vieillissants, raison pour laquelle les engagements de pensions finiront évidemment par être impayables.

Ce que nous n'avons pas compris, c'est qu'il fallait libérer la jeunesse de nos dettes, et non pas l'y asservir.

## **Banque Centrale Européenne : le coup d'Etat permanent ?**

*Posté le 9 août 2014 par Bcolmant*

Chaque mois, les communiqués et conférences de presse de la Banque Centrale Européenne, et plus spécifiquement de son Président, me laissent de plus en plus perplexe.

Et je pose une question : ne sommes-nous pas en train d'assister à l'émergence d'une forme de pouvoir inconnue, très éloignée de la tradition démocratique qui préside à la fondation de l'Europe.

La BCE dispose d'un pouvoir supranational, qui relève des privilèges qu'on qualifiait de régaliens à l'époque des monarchies gouvernantes, à savoir celui de battre monnaie.

Mais ce n'est pas tout.

Ce droit régalien est personnalisé dans les intuitions de son Président.

C'est ainsi que Jean-Claude Trichet ressentait une poussée d'inflation (en pleine crise souveraine et au milieu du plus profond choc économique depuis les années Trente) et augmenta les taux d'intérêt au niveau profond de la crise grecque tandis que Mario Draghi ne ressent pas de déflation alors que le niveau d'inflation chute comme une pierre dans l'eau, que la croissance de la zone euro oscille autour de moins d'un pourcent, que les taux d'intérêt allemands sont au plus bas depuis 1815, que des pays retombent en récession (Italie) et que les variations de prix à la consommations sont négatifs dans certaines zones (Espagne).

Cela en devient même étrange : la BCE voit un retour de l'inflation alors que les marchés financiers formulent une inflation de l'ordre de 0,5 % dans les

prochaines années.

Mais ce n'est pas fini : la BCE est désormais entrée de l'appréciation des orientations politiques.

C'est ainsi que les demandes légitimes de la France de repousser les années-butoir de retour à l'équilibre budgétaire sont réfutées, alors qu'elles émanent d'un pouvoir démocratique.

Bien sûr, cette sentencieuse attitude de la BCE est le reflet de son indépendance. Cette dernière conduit à dissocier la BCE des arbitrages politiques.

Mais comment imaginer un seul instant que l'objectif d'inflation, qui constitue le mandat central, a encore la pertinence qu'on croyait pouvoir lui donner lors de la formation de l'euro ?

Au reste, historiquement, les banques centrales n'ont d'ailleurs pas été indépendantes, mais subordonnées aux banques commerciales ou aux pouvoirs politiques.

Il faudrait considérer une plus grande subordination politique des autorités monétaires, tant que les Etats européens n'arrivent pas à faire aboutir une union fiscale et budgétaire.

En effet, il n'est plus possible de distinguer la politique monétaire de la politique budgétaire, et donc de l'endettement public des Etats.

Et puis, comment est-il possible de continuer à conduire une seule politique monétaire homogène alors que les situations budgétaires des Etats sont tellement différentes ?

En bonne logique démocratique, il faudrait reconsidérer l'indépendance politique de la Banque Centrale Européenne. Je crois que l'ordre social et monétaire est à ce prix.

## **Tous japonais !**

**Michel Santi 09. août. 2014**

La simple observation du rendement obligataire allemand à 10 ans qui frôle le 1% nous indique une situation en Europe qui s'apparente à la déflation japonaise de ces vingt dernières années !



Ce n'est pas vraiment un signe d'une économie solide et les allemands ne devraient certainement pas se réjouir ni être fier de se financer à de tels prix modiques.

## La réalité de la situation économique de la France fait peur

Jean-Claude Bourret Les Experts 07-08-2014



Comment se porte notre économie ? Le lecture du Canard du mercredi 6 août 2014 est assez terrible. On y apprend que :

- Le déficit du budget va atteindre 4,3 au moins au lieu des 3,5% du Pib (P.2)
- La croissance est proche de zéro et le risque de déflation est réel (P.2)
- La dette publique de la France va dépasser les 2000 milliards d'Euros, soit presque 100% du PIB (P.2)

-La situation économique est grave (Montebourg) P. 2

-Le drapeau noir flotte sur le budget des armées. Les multiples opérations extérieures de notre prestigieux chef de guerre , le Pt Hollande ont coûté 1,2 milliards alors que seulement 0,45 milliard était prévu. Un trou à combler de 750 millions d'Euros. P.2

-Bataille entre la mairie de Paris (Hidalgo.PS) et le gouvernement, qui veut saigner à blanc les finances de la capitale... P.3.

-Le crédit agricole, a perdu (pas pour tout le monde...) 708 millions d'Euros dans son "aventure portugaise" P.3.

-Mais ...

-Un contribuable a reçu une première saisie arrêt de 108 Euros sur son compte bancaire, suivie d'une seconde de 75 Euros...pour des amendes de stationnement! Mais comme il n'y a plus de contravention papier glissée sous l'essuie glace, c'est désormais directement de la contractuelle à la caisse de l'état, car n'étant au courant de rien, l'automobiliste accumule les pénalités de retard...

Mais encore :

-Les fabricants de glace ont mis au point une "arnaque légale" : le foisonnement. Un procédé qui consiste à injecter...de l'air dans les glaces ! Officiellement pour les rendre plus onctueuses. En réalité pour augmenter les bénéfices...Comment ? Tu me demande quelle proportion d'air on injecte?

Euh, là, faut t'asseoir...entre 40 et 55% ! Que tu payes au prix de la crème glacée...

Allez , deux petites dernières pour la route :

-On n'a toujours pas retrouvé les 32 œuvres et les 625 meubles du mobilier national prêtés à l'Elysée au cours des dernières années... Certains en auraient vu sur le Boncoin...

-La France continue à vendre ses bijoux de famille, pour combler son déficit annuel considérable et toujours non maîtrisé, comme la résidence de notre ambassadeur à l'ONU, vendue 70 millions de dollars. Et il ne sait toujours pas où il va devoir loger.

C'était notre rubrique, passe de bonne vacances, et n'oublie pas de léchouiller

une glace à l'air avant de vérifier si l'Etat n'aurait pas fait une petite ponction surprise sur ton compte en banque...

## Cahier automobile: Moins d'usines, mais elles tournent à plein régime

Offert par Les Affaires.com Édition du 05 Juillet 2014



En Ontario, les constructeurs investissent dans des usines d'assemblage plus modernes et plus efficaces, comme celle de Toyota à Cambridge

L'industrie canadienne de l'automobile a subi des pertes au cours de la dernière décennie. Toutefois, le Canada assure 14 % de la production mondiale de véhicules. En Ontario, les constructeurs investissent dans des usines d'assemblage plus modernes et plus efficaces, comme celle de Toyota à Cambridge. Le Québec se tourne pour sa part vers le secteur en croissance des pièces d'origine et destinées à l'après-marché.

Depuis la fermeture de l'usine GM de Boisbriand en 2002, qui produisait les modèles Firebird et Camaro, le Québec a cessé de produire des voitures.

Seules des entreprises de pièces automobiles d'origine et de pièces de remplacement continuent de tirer leur épingle du jeu.

«L'industrie a perdu plusieurs joueurs. Seuls ceux qui se sont adaptés au marché en réduisant leurs coûts de production s'en sont sortis», souligne Denis Poirier, vice-président exécutif de Spectra Premium, qui fabrique des pièces d'origine et des pièces après-marché. Depuis la crise de 2008, le marché de la fabrication de pièces d'origine au pays est passé de 30 à 20 milliards de dollars. Spectra Premium a dû elle-même fermer une de ses divisions de pièces de magnésium, à Boisbriand, dont les produits étaient destinés aux Acadia et Buick Enclave de GMC. Les quelque 100 employés ont été pour la plupart relocalisés dans les autres usines de fabrication de Spectra à Laval et Boucherville.

Le plus important fabricant de pièces au Québec a tout de même profité de la crise. Il est devenu le seul fabricant de réservoirs d'essence en acier en Amérique du Nord. Dépassés par les prix compétitifs des réservoirs en plastique fabriqués en Asie, les fabricants Ford et Delphi ont cessé de produire des réservoirs en acier après 2008. «Comment nous on a pu survivre? En développant une ingénierie complète dans la fabrication de réservoirs à essence en acier pour voitures hybrides. Additionné à la fabrication de réservoirs pour les camionnettes Ford, ce marché de fabrication de pièces d'origine rapporte aujourd'hui 80 M\$, soit 20 % de nos revenus», indique M. Poirier.

À l'instar de Spectra Premium qui s'est adapté, de nouveaux acteurs ont trouvé une façon de se joindre à l'industrie après la crise. Depuis 2009, la beauceronne Texel participe à la fabrication des portes et des toits de plusieurs modèles de voitures avec ses panneaux thermo-formables, un matériau qui permet d'alléger le poids des véhicules. Texel fait directement affaires avec des intégrateurs, soit des fabricants de pièces d'assemblage, qui vendent leurs produits à Toyota, Honda, Chrysler et Ford. «Il y a des pourparlers pour utiliser nos panneaux dans des voitures européennes», dit Marc-André Drouin, chef de la plate-forme automobile chez Texel.

Si le marché des pièces d'origine a été fortement malmené au Canada, le marché des pièces de remplacement, évalué à 20,5 G\$ en 2013, s'est maintenu avec des hausses annuelles de 2% à 3% depuis 2008. Et il offre de bonnes perspectives pour les années à venir, selon l'Association des industries

automobile (AIA). «Plus d'un véhicule sur deux au Canada est âgé de huit ans et plus. Juste au Québec, les quelque 5 millions de véhicules enregistrés affichent un âge moyen de 8,3 ans», fait savoir Stéphanie Miksik, porte-parole de l'AIA.

## **Emplois au ralenti**

Si les prévisions de l'industrie automobile se maintiennent, la production nord-américaine de véhicules atteindra un nombre record de plus de 20 millions d'unités d'ici 2016. Et ce rythme devrait se maintenir jusqu'en 2018, voire au-delà du début de la prochaine décennie. Pourtant, l'industrie canadienne de construction automobile est loin d'avoir le cœur à la fête.

Il n'y a qu'à regarder l'évolution du nombre d'emplois, signale Dennis DesRosiers, consultant et analyste de la firme DesRosiers Automotive Consultants, la seule entreprise en analyse de marché spécialisée exclusivement pour le marché automobile. «Depuis la crise de 2008, la production de véhicules a doublé en Amérique du Nord, passant de 8 M à plus de 16 M d'unités. Or, au Canada, l'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur de la construction automobile n'a grimpé que de 7,3 % pendant cette même période», soulève l'analyste.

Après avoir chuté sous la barre des 97 000 emplois en 2008, l'industrie a à peine atteint les 104 000 emplois en 2014, soit 38 900 en usine d'assemblage et 65 000 en fabrication de pièces d'origine.

Et rien n'indique que la situation ira en s'améliorant. Rappelons qu'en 1990, le Canada comptait plus de 153 000 emplois liés à la construction automobile. Depuis, le pays a perdu une dizaine d'usines d'assemblage (dont GM à Boisbriand, Hyundai à Bromont, Volvo à Halifax), et aucune d'elles n'a rouvert ses portes. Le Canada, qui a déjà représenté plus de 17 % de la production en Amérique du Nord, ne compte plus qu'une dizaine d'usines de montage de véhicules légers, exclusivement en Ontario. Avec sa production de 2,5 M d'unités, il ne construit plus désormais que 14 % des véhicules nord-américains. «Et d'ici 2020, ce nombre se rapprochera davantage de 10 %», croit M. DesRosiers.

## **Nouveaux pôles de construction**

Les constructeurs déménagent leurs pénates dans le sud des États-Unis et au

Mexique, particulièrement depuis la disparition du Pacte de l'automobile en 2000, déclaré illégal par l'Organisation du commerce mondial. Ils y développent de nouveaux pôles de construction leur offrant de larges et généreux incitatifs fiscaux ainsi qu'une main-d'oeuvre bien meilleur marché que celles des États du nord.

Cependant, précise M. DesRosiers, les usines canadiennes toujours en activité ne sont pas sur le point d'être fermées. Au contraire, rassure l'analyste, elles fonctionnent à plein. Ford Canada vient d'investir 700 M\$ pour améliorer son usine d'assemblage d'Oakville. En plus de sauvegarder 2 800 emplois, cet investissement permettra de porter à 4 milliards de dollars, soit 200 M\$ de plus, le montant investi dans l'achat de pièces automobiles fabriquées au Canada», dit Dianne Craig, présidente de Ford Canada.

Cela dit, le Canada n'a plus de réels leaders dans le secteur automobile, insiste Dennis DesRosiers. La mondialisation fait en sorte que les dirigeants ne prennent plus de décisions majeures, sauf en fonction des profits et des pertes de leur usine. Ce qui inquiète davantage l'analyste, c'est que le déclin de l'industrie canadienne s'est enclenché bien avant la crise de 2008. En fait, dit Dennis DesRosiers, l'industrie automobile canadienne est devenue vulnérable. «Il suffira d'une autre crise pour que les dégâts se poursuivent, à moins que l'on innove, que l'on délaisse le modèle de fabrication et de gestion conventionnelle tel qu'on l'a connu depuis 100 ans», conclut-il.